



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/562*
23 septembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Points 49, 66 j), 76, 85 et 129
de l'ordre du jour

CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS EXPERIMENTALES D'ARMES NUCLEAIRES

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DECISIONS ADOPTEES PAR
L'ASSEMBLEE GENERALE A SA DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE : CESSATION
DE LA COURSE AUX ARMEMENTS NUCLEAIRES ET DESARMEMENT NUCLEAIRE

COOPERATION INTERNATIONALE TOUCHANT LES UTILISATIONS PACIFIQUES DE
L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE

CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE ET DEVELOPPEMENT

REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS ENTRE ETATS

Lettre datée du 14 septembre 1987, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Roumanie auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un document intitulé
"Considérations et propositions de la Roumanie, du Président Nicolae Ceausescu,
concernant les principaux problèmes de la vie internationale qui figurent à l'ordre
du jour de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies"
(voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente
lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre
des points 49, 66 j), 76, 85 et 129 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Petre TANASIE

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

ANNEXE

Considérations et propositions de la Roumanie, du Président Nicolae Ceausescu, concernant les principaux problèmes de la vie internationale qui figurent à l'ordre du jour de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies

La quarante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui commence ses travaux le 15 septembre 1987, s'inscrit dans le contexte d'une situation internationale qui reste particulièrement grave et complexe en raison de l'accélération de la course aux armements, d'abord et avant tout nucléaires. Dans les différentes parties du monde, un certain nombre de conflits et de tensions persistent et même s'aggravent. Des cas de recours à la force et d'ingérence brutale dans les affaires intérieures des autres Etats se produisent toujours. L'économie mondiale doit aussi faire face à de graves problèmes qui affectent tous les Etats du monde, en particulier les pays en développement.

Compte tenu de ces réalités, la Roumanie, le Président Nicolae Ceausescu, considèrent que le problème fondamental de notre époque est la cessation de la course aux armements et le passage résolu au désarmement, avant tout nucléaire, ainsi que la défense du droit primordial des peuples et des individus à la paix, à la vie, à une existence libre et digne.

Vu la profonde préoccupation de la communauté internationale face au dangereux cours des événements, de nombreux problèmes ont été inscrits à l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée générale sur la proposition de la Roumanie ainsi que d'autres pays. Parmi ces problèmes, les plus importants et les plus actuels sont ceux qui concernent la cessation de la course aux armements, en particulier aux armements nucléaires, le règlement des conflits armés par des moyens pacifiques, le renforcement de la sécurité internationale, la liquidation du sous-développement et l'édification d'un nouvel ordre économique international ainsi que le renforcement du rôle joué par l'Organisation des Nations Unies dans le règlement des principaux problèmes qui se posent à l'humanité.

Dans les circonstances actuelles, au moment où l'humanité traverse une époque de transformations profondes, il faut - comme l'a fait observer le Président Nicolae Ceausescu - adopter un nouveau mode de pensée et régler de façon constructive les questions complexes de la guerre et de la paix et du développement économique et social des peuples. Il faut pour cela que l'Organisation des Nations Unies soit plus que jamais déterminée à jouer un rôle prépondérant dans la solution des problèmes cruciaux de la vie internationale et à répondre aux aspirations des peuples à la paix, à la collaboration, à l'indépendance et au progrès social.

I

Fidèle à sa politique de désarmement et de paix, la Roumanie socialiste a milité et continue à militer activement pour écarter le danger d'une catastrophe nucléaire et construire un monde exempt d'armes et de guerres. Les idées, les initiatives et les actions du Président de la République socialiste de Roumanie,

Nicolae Ceausescu, au sujet des problèmes de désarmement ont eu un vaste écho sur le plan international et ont représenté une contribution essentielle à la lutte des peuples et des forces de progrès pour la paix, la collaboration et la détente.

Dans l'esprit de cette politique profondément humanitaire, qui a ses racines dans les aspirations du peuple roumain et répond aux intérêts vitaux de tous les peuples du monde, et considérant que, dans les conditions actuelles, grâce aux efforts concertés des pays, il existe des possibilités réelles de prendre des mesures efficaces de désarmement, la Roumanie soumet à la présente session de l'Assemblée générale des Nations Unies les propositions suivantes :

1. L'Assemblée générale devrait adresser un appel à l'Union des Républiques socialistes soviétiques et aux Etats-Unis d'Amérique, compte tenu de la similitude de leurs propositions, pour qu'ils concluent aussitôt que possible, et même dès cette année, un accord sur l'élimination des missiles à moyenne et courte portée en Europe et ailleurs.

En même temps, l'Assemblée générale devrait lancer un appel aux Etats qui possèdent des armes nucléaires sur leur territoire pour qu'ils renoncent à ces armes et ne créent pas de nouveaux obstacles, quels qu'ils soient, à la conclusion d'un accord entre l'Union soviétique et les Etats-Unis sur l'élimination des missiles à moyenne et courte portée.

Tous les Etats d'Europe et des autres continents devraient être invités à oeuvrer résolument pour que cet accord soit conclu dès cette année.

2. Etant donné que les essais nucléaires contribuent à l'intensification de la course aux armements et ont, en même temps, des conséquences néfastes sur l'environnement, l'Assemblée générale devrait demander à tous les Etats qui possèdent des armes nucléaires, en particulier aux Etats-Unis d'Amérique et à l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de mettre fin à ces essais et aux autres activités destinées à mettre au point et à perfectionner les armes nucléaires. Tous les Etats devraient être invités en même temps à s'engager à n'utiliser l'énergie nucléaire qu'à des fins pacifiques.

3. Vu les effets néfastes certains que le nombre croissant de lancements de satellites a sur l'environnement et la vie sur la Terre, l'Assemblée générale devrait demander aux Etats qui sont en mesure de placer des satellites sur orbite d'en limiter le nombre.

L'Assemblée générale devrait aussi demander à tous les Etats d'entamer dès que possible des négociations en vue d'élaborer des normes pour l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique et d'établir un système permettant une utilisation plus rationnelle de l'espace extra-atmosphérique en tant que patrimoine commun de l'humanité.

4. Compte tenu des graves dangers que l'intensification des conflits actuels présente pour la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies devrait adresser un appel général à tous les Etats parties à ces conflits pour qu'ils cessent toutes opérations militaires et inviter tous les Etats du monde à régler pacifiquement leurs conflits et leurs différends au moyen de négociations.

Il faudrait aussi demander que dès le début des négociations, il soit mis fin à toute opération militaire. Le Conseil de sécurité ou un organe spécial des Nations Unies devrait assurer le respect de l'engagement pris en ce qui concerne la cessation des opérations militaires pendant les négociations ainsi que le règlement pacifique des différends par des négociations.

II

Dans l'état actuel de l'économie mondiale, qui est marquée par la persistance de certains phénomènes de crise, tant dans le domaine économique que dans les domaines monétaire et financier, la situation économique des pays en développement s'est considérablement détériorée et l'écart qui sépare ces pays des pays développés sur le plan économique et sur le plan technique et scientifique n'a cessé de s'élargir. Les relations commerciales et financières, et la coopération économique en général, sont perturbées. Le système commercial international est gravement compromis, ses principes et son rôle sont fréquemment ignorés ou éludés, et les mesures protectionnistes et discriminatoires qui font obstacle au commerce international - en particulier pour les exportations de produits manufacturés en provenance des pays en développement - se sont intensifiées.

Le problème le plus grave auquel les pays en développement soient confrontés est le fardeau de la dette extérieure, qui a déjà atteint l'énorme montant de 1 000 milliards de dollars.

Compte tenu de cette situation, la Roumanie, ainsi que d'autres Etats, a inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale la question intitulée "Crise de la dette extérieure et développement", en proposant d'adopter certaines mesures pour résoudre la crise de la dette extérieure des pays en développement.

Etant donné la situation extrêmement grave de l'économie mondiale et, en particulier, la crise de la dette extérieure des pays en développement, la République socialiste de Roumanie, le Président Nicolae Ceausescu, jugent nécessaire que l'Assemblée générale adresse un appel à tous les pays développés créditeurs, banques et institutions financières internationales, pour qu'ils instituent un moratoire d'au moins cinq ans pour le remboursement des prêts accordés aux pays en développement par les gouvernements des pays économiquement développés et les banques, y compris le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Il faudrait en même temps demander que le plafond des intérêts pour les crédits existants soit limité à 5 % au maximum, établir comme principe que, pour les crédits qui seront approuvés à l'avenir, les intérêts ne doivent pas dépasser 4 à 5 %, que les banques doivent à leur tour payer des intérêts allant jusqu'à 5 % pour les dépôts effectués et que les crédits commerciaux doivent être payés conformément aux règles et aux modalités convenues entre les parties.

L'Assemblée générale des Nations Unies devrait aussi adresser un appel à tous les Etats pour qu'ils renoncent aux mesures protectionnistes et discriminatoires, à toutes barrières douanières, restrictions et quotas artificiels dans le cadre des échanges commerciaux et qu'ils appliquent fermement les dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) concernant l'octroi du statut de la nation la plus favorisée.

III

Les propositions et considérations de la Roumanie, de son président, concernant les principaux problèmes de la vie internationale qui figurent à l'ordre du jour de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies illustrent le réalisme politique et l'esprit militant dont la Roumanie fait preuve dans ses activités internationales consacrées au désarmement, au développement et à la paix.

"Nous devons partir de la réalité du monde actuel - a dit le Président Nicolae Ceausescu -, de l'interdépendance et de l'interaction qui existent entre les problèmes du sous-développement économique, les problèmes politiques et les problèmes de désarmement. Seule la solution complexe de ces problèmes par des moyens nouveaux et démocratiques ouvrira la voie à un monde de justice et d'équité sociale, à un monde plus juste et meilleur."
